

## Le démon de Vichy

*Heurs et malheurs de l'enseignement de l'économie politique*

*Stéphane Callens*

ICI, Université de Bretagne Occidentale

Cette contribution est centrée sur la période de la fin de l'Entre-Deux-Guerres et du début de la Seconde Guerre Mondiale. Ce déplacement de deux générations en arrière nous place au cœur d'une période de gestion technocratique et totalitaire de l'enseignement. Premier déplacement : dans un vingtième siècle qui est allé d'un extrême à l'autre, de conflits mondiaux à une interconnexion pacifique globale, nous nous portons vers la période la plus sombre du vingtième siècle. La période est aussi celle du démarrage de la massification de l'enseignement secondaire et supérieur. En France, la création planifiée du Collège unique à la sortie de l'enseignement primaire date de la réforme de 1941, alors que les années 1930 avaient vu une progression notable des effectifs dans ce qui correspond au secondaire, mais dans un cadre qui n'était pas unifié. Conséquence de ce gonflement du nombre d'élèves du secondaire, la fin des années 1930 enregistre le démarrage des effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur. Ce cycle de la massification de l'enseignement secondaire et supérieur semble aujourd'hui s'achever : deuxième déplacement auquel convie ce retour à ces années charnières pour l'organisation de l'enseignement en France, et plus généralement en Europe.

Cette contribution s'organise en deux temps.

Dans un premier temps (Partie I), il est rappelé quelques unes des grandes configurations dans laquelle s'est placée successivement l'enseignement de l'économie politique, à partir d'un bilan européen réalisé en 1937 à l'occasion du cinquantenaire de la « Revue d'économie politique ».

Dès les débuts de l'économie politique, une opposition apparaît entre la proposition « d'anti-science administrative » des Physiocrates où la science économique est un savoir constitué qui apprend à l'administrateur à se limiter par la connaissance qui lui est apporté de l'ordre naturel, et la solution Académique des écossais, basée sur l'autonomie de l'Université en Ecosse. La construction des « Etat-Nation-Empires » européens à la fin du dix-neuvième siècle remet en selle une science administrative (*Staatswissenschaft*) dans laquelle est délibérément placée l'entrée des sciences économiques dans les universités continentales. Et encore vers le milieu du vingtième siècle, une opposition entre une tradition continentale de *Staatswissenschaft* et la solution Académique écossaise reste très perceptible.

Dans un second temps (Partie II), il est dressé une récapitulation des analyses en terme d'économie politique des actions menées dans l'enseignement pendant l'épisode de Vichy. Ces analyses détaillées amènent à formuler une économie politique de l'intolérance. Au total, dans cette mise en perspective historique, l'état de l'enseignement des sciences économiques se comporte comme un indicateur des libertés publiques et de la « taille » de l'espace public de débat. L'économie politique naît des Lumières, et n'a aucune chance de survie si celles-ci viennent à s'éteindre.

## I. Enseignement de l'économie politique : un indicateur de la « taille » de l'espace du débat public

Indépendamment de la question de la place de l'enseignement de l'économie politique, nous emploierons la terminologie suivante pour caractériser les architectures de systèmes éducatifs :

(Architecture) <b>Brahmane</b>	Il existe des castes qui se reproduisent à travers un système éducatif cloisonné. Les matières enseignées dépendent du statut social. La classe supérieure est celle des clercs (« brahmana » en sanskrit).	Savoir sacré au contenu quasi immuable
(Architecture) <b>Mandarinale</b>	Dans ce système dont l'archétype est le système chinois, il n'y a pas d'héritité des charges. L'accès aux diverses charges se fait par concours.	Matières intégrées à une science administrative
(Architecture) <b>Académique</b>	Des universités autonomes associent Recherche et Enseignement. Les matières enseignées sont indépendantes du statut social et des concours administratifs.	Matières académiques qui se renouvellent selon le progrès des connaissances

**Figure 1 : Trois types d'architecture de système éducatif**

Les architectures peuvent être composites, le système éducatif pouvant faire coexister différents types de fonctionnement. Il existe cependant un lien entre ces architectures (Brahmane Mandarinale, ou Académique), et le choix et le statut (respectivement : savoir sacré, science administrative, matière académique) des matières enseignées. L'architecture Mandarinale va privilégier des connaissances générales et des savoirs administratifs, puisque le système est organisé autour de concours administratifs. Pour la configuration Brahmane, un savoir sacré est privilégié.

Ces architectures sont classées dans un ordre de degré de mobilité sociale : l'architecture Brahmane correspond à la quasi-absence de mobilité sociale, l'architecture Mandarinale correspond à une situation intermédiaire où un concours permet une mobilité sociale limitée, et enfin, l'architecture Académique permet une mobilité sociale tout au long du cycle de vie.

A travers les statistiques récentes (OCDE, 2000 et 2001), l'« académique » modal est l'enseignant-chercheur des matières des sciences sociales et juridiques, celles qui délivrent la plus grosse part de diplômes de l'enseignement supérieur long (37 % pour la France, un peu plus que les 34 % de moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE). Cette situation présente, où l'enseignement de l'économie politique est fortement ancrée sur l'architecture Académique, ne veut pas dire qu'il n'a pas pu exister des positionnements différents, soit comme science administrative, soit comme savoir sacré. Nous allons parcourir l'histoire des systèmes éducatifs afin de repérer ces diverses occurrences (savoir sacré, science administrative, enseignement académique).

### *1670 - 1860 : un métier à « six mois de prison la ligne » (Proudhon) ?*

Les deux rives de la Manche sont l'aire de naissance de l'économie politique moderne vers la fin du dix-septième siècle et le début du dix-huitième siècle, ainsi que la référence du débat sur le premier décollage de la croissance, autour de la « révolution industrielle » anglaise. A l'opposé de ce cheminement vers la prospérité sur la rive Ouest de la Manche, la Bretagne connaît un destin économique contraire, avec une phase de prospérité liée à l'ouverture de grandes voies maritimes et à une proto-industrie entre le quinzième et le dix-septième siècle. Le dix-huitième siècle voit l'ouverture du bague de Brest, faisant du lointain Ouest un lieu de relégation, tout comme l'Empire tsariste russe le fera de son Est lointain. Une migration de type « fuite des cerveaux » a lieu au dix-septième siècle en Bretagne, suite à la reprise des persécutions contre les protestants. Les personnes les plus dynamiques dans la proto-industrie du lin fuient vers Jersey avant même la Révocation de l'Edit de Nantes (MARTIN, 1998). Subsiste une petite noblesse robine catholique éduquée à travers

les établissements d'enseignement primaire et secondaire de la Contre-Réforme. Cette petite noblesse voit confortée son monopole de négoce des produits du lin. Le système éducatif du côté des départs de migration « fuite des cerveaux » est du type Brahmane. L'afflux de migrants de diverses confessions au-delà du détroit du Pas-de-Calais contribue à y mettre en forme une architecture Académique sur la base de cette pluralité confessionnelle. Le système éducatif du côté de la destination de cette migration « fuite des cerveaux » est de type Académique.

Les débuts de l'économie politique au dix-huitième siècle se font dans un contexte de désacralisation du livre, à rebours de la configuration Brahmane basée sur la sacralisation de « bons » livres. L'économiste partage les mêmes déboires que la pratique du journalisme, plus risquée au dix-huitième siècle – le risque est celui d'une disparition dans un univers carcéral inconnu de l'opinion publique - qu'au dix-neuvième – où la prison parisienne de Sainte-Pélagie accueillait les délits d'opinion, d'où l'expression sarcastique de Proudhon sur les petits métiers à « six mois de prison la ligne ». La réalité de la géographie pénale de l'Ancien Régime était restée inconnue aux révolutionnaires de 1789, les discussions du Code Pénal de 1791 indiquent que la plupart des personnes n'avaient pas connaissance de l'existence des bagnes. Avant 1789, des cours de « mathématiques et d'hydrographie » étaient délivrées par un forçat au bagne de Brest pour les petits brestois, ce qui témoigne de l'existence de condamnations de gens lettrés (JOANNIC-SETA, 2000). L'architecture Brahmane se reconnaît aussi par la présence d'une part obscure, en grande partie ignorée des contemporains, bagnes pour les hommes et savoirs de peu.

La Révolution Française a été une révolution anticléricale, mais cette transition rapide ne donne une nouvelle architecture du système d'éducation, bien plus du côté Mandarinale que du côté Académique. Dès les débuts de l'économie politique, une opposition était apparue entre la proposition « d'anti-science administrative » des Physiocrates où la science économique est un savoir constitué qui apprend à l'administrateur à se limiter par la connaissance qui lui est apporté de l'ordre naturel, et la solution Académique des écossais, basée sur l'autonomie de l'Université en Ecosse. Les Physiocrates se prononcent explicitement contre les solutions d'équilibre de pouvoirs proposées par Montesquieu, alors qu'elles peuvent apparaître moins incertaine que l'éducation d'un pouvoir à sa propre autolimitation. La fragilité de la solution Mandarinale des Physiocrates, pourtant retenue par la Révolution Française, est mise en lumière par l'épisode napoléonien. La dissolution de la première Académie des Sciences Morales et Politiques en 1802 par Bonaparte marque un coup d'arrêt dans la voie de l'institutionnalisation d'un enseignement de l'économie politique, la même année que le Concordat. Bonaparte aurait déclaré, selon Las Cases, que si l'on donne un Etat solide comme le granit à des économistes, ceux-ci le réduisent en poussière.

Entre les trois architectures du système d'éducation, cette rapide analyse permet de souligner le contraste entre deux mécanismes de transition à partir d'une architecture initiale de type Brahmane :

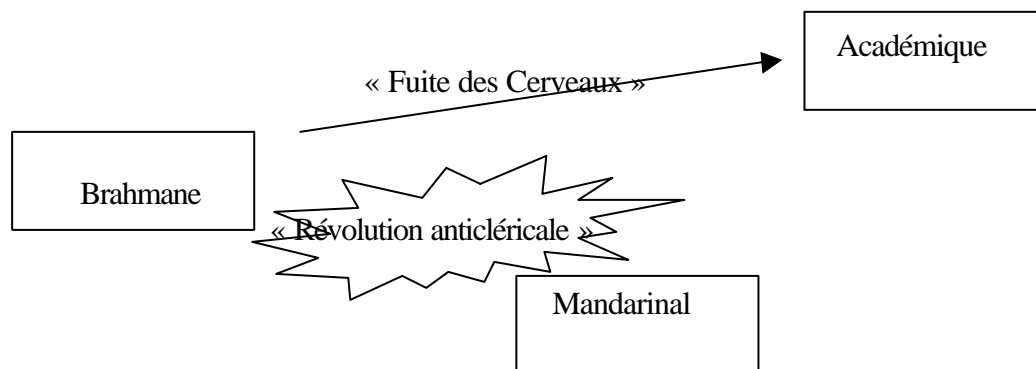
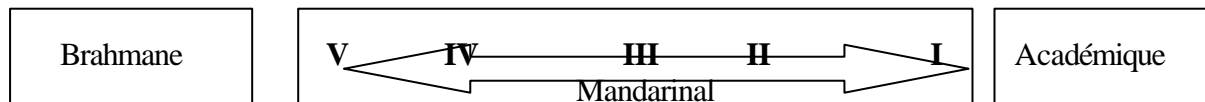


Figure 2 : Deux types de transition à partir de l'architecture Brahmane

La défaite de 1870 va faire de l'Université allemande le modèle à suivre pour la France et réintroduire avec retard la *Bildung* de Humboldt, version Mandarinale de la formation universitaire. Ce n'est qu'avec la réforme Liard de la fin du dix-neuvième siècle que l'économie politique prend place dans la formation universitaire, du côté de la *Staatswissenschaft*. Les écrits de Liard témoignent de son souci de maintenir des humanités et un enseignement de la philosophie, alors qu'une part nouvelle est faite dans l'Université française à un enseignement scientifique et technique. Ses préoccupations restent concentrées dans cet ajustement entre les sciences « dures » nouvelles venues et la formation générale humaniste de l'université (LIARD, 1893). Le bilan européen dressé en 1937 à l'initiative de la « Revue d'économie politique » permet de détailler quelques évolutions par pays.

### *Le bilan du cinquantenaire de la « Revue d'économie Politique » en 1937*

Le bilan de 1937 est basé sur l'état des études économiques dans cinq pays européens. Les architectures des systèmes d'éducation sont généralement du type Mandarinal. Les Etats européens ont à l'époque une politique coloniale, et associent presque systématiquement l'enseignement de l'économie à un enseignement de droit public ou d'histoire nationale pour former un cursus de futur administrateur de cet Etat-Nation-Empire. Il n'existe pas d'enseignement de l'économie politique dans l'enseignement secondaire. L'enseignant d'économie se situe du côté des notables plutôt que du côté des intellectuels protestataires d'autres facultés où il existe une continuité entre l'enseignement secondaire et supérieur. Les différences de situations de l'enseignement de l'économie politique peuvent être caractérisées par un indicateur largement dépendant de l'état des libertés publiques dans l'année de référence de l'enquête, l'année universitaire 1935-1936. Il peut être lu comme un indicateur de l'évolution de l'architecture des systèmes éducatifs, l'architecture Mandarinale apparaissant intermédiaire entre l'architecture Brahmane basé sur une médiation monopolistique d'un livre sacré et l'architecture Académique, pluraliste. Nous pouvons ainsi bâtir un schéma d'évolution graduelle entre les différentes architectures des systèmes d'éducation :



**Figure 3 : Transition graduelle entre les architectures des systèmes éducatifs à partir d'un indicateur de l'état de l'enseignement de l'économie politique**

Le niveau III correspond à la situation type de l'économie politique dans une architecture Mandarinale d'un système éducatif. Il s'agit d'une matière d'examen introduite en dernier lieu pour départager les candidats, situation qui correspond à l'Autriche dans l'enquête de 1937 et qui avait été celle de la France de la fin du Second Empire jusqu'à la première guerre mondiale. Les études économiques se limitent à un petit volume d'heures d'enseignement des théories économiques et ne détaillent que des matières administratives de politique économique et de finances publiques.

A partir de ce niveau de référence, il peut soit y avoir une dégradation, comme avec les « *Richtlinien für das Studium der Wirtschaftswissenschaft* » du 2 mai 1935 dans l'Allemagne nazie, ou une amélioration, marquée par une émancipation de l'économie politique plus (niveau I) ou moins (niveau II) étendue du Droit public. Dans une évolution contraire, le Droit public absorbe les sciences économiques, ce qui est le cas de l'Allemagne nazie et se traduira, dans la France de Vichy par la prééminence de la « Revue du Droit Public » et la cessation de parution de la « Revue d'économie politique ». L'enquête de la « Revue d'économie politique » est contemporaine des purges de Staline en URSS, dans laquelle sont exécutés les économistes artisans du redressement de

la Nouvelle Politique Économique de l'URSS, comme Cajanov et Kondratiev (niveau V). La situation au moment de l'enquête du cinquantenaire de la « Revue d'économie politique » est résumée dans la figure 4.

<b>Niveau I :</b> existence de plusieurs centres autonomes de recherche et d'enseignement en économie politique	Angleterre
<b>Niveau II :</b> lien relâché entre droit public et science administrative	France, Belgique
<b>Niveau III :</b> science administrative	Autriche
<b>Niveau IV :</b> économie populaire et technique qui doit glorifier le régime en place	Allemagne, Italie
<b>Niveau V :</b> purges	URSS

**Figure 4 : état de l'enseignement de l'économie politique en Europe**  
(année universitaire 1935-1936)

Au total, que ce soit dans la période pionnière (1670–1860) ou dans la période Mandarinale postérieure, l'enseignement de l'économie politique apparaît comme un indicateur de la « taille » de l'espace du débat public.

## II. L'économie politique de l'intolérance

Nous suivrons ici le plan suivant :

- 1/ en premier lieu, une présentation d'une économie politique de l'intolérance,
- 2/ puis, une application de celle-ci à l'intolérance telle qu'elle se trouve exprimée par l'Action Française de Maurras, et mise en application à l'époque de Vichy,
- 3/ enfin, un examen de la politique d'éducation de Vichy.

### *1/ Tolérance/Intolérance : Une détermination majeure de la prospérité en économie ouverte*

Une économie politique de l'intolérance peut se baser sur des fonctionnements brutaux de l'intérêt de pouvoirs temporels et spirituels. Ces fonctionnements expliquent une situation de croissance nulle en longue période. Les afflux de richesses existent, mais ils sont accaparés soit par le temporel qui demande l'appui du spirituel (par exemple, lors de la spoliation des Templiers par le Roi de France), ou par le spirituel qui demande l'appui du bras temporel, principe de fonctionnement du Saint-Office de l'Inquisition. Dictature prédatrice et économies de rente de connaissance produisent en autarcie un écrémage des afflux de richesses, détermination majeure dans la très longue période de croissance très faible qui perdurera jusque 1820, selon Maddison (MADDISON, 2001).

La situation en économie ouverte va être différente. L'intolérance qui frappe des groupes variés selon les périodes crée des mouvements migratoires qui accentuent les disparités de richesse entre le pays où sévit l'intolérance qui s'appauvrit et le pays refuge qui devient un grand centre de négoce et d'innovation.

En généralisant à plusieurs pays, la situation devient celle d'une course poursuite entre refuges à la prospérité rapide et institutions de l'intolérance. Jusque Locke et Amsterdam, la « Lettre sur la Tolérance » est publiée en Hollande, la course poursuite est gagnée par l'institution

de l'intolérance. Tout le monde connaît la croix pattée arborée sur les voiles des caravelles. Cette croix pattée est celle des Templiers, dont un grand nombre avait été conduit au bûcher au début du quatorzième siècle. Les biens des Templiers avaient été confisqués par le Roi de France, mais des survivants s'étaient réfugiés au Portugal, où Henri le Navigateur devint l'administrateur de leurs biens et se servit de leurs richesses pour financer l'exploration maritime. L'intolérance exporte la croissance. L'histoire de l'Europe est celle d'une gigantesque course poursuite entre groupes persécutés et institutions de l'intolérance. La croissance est repoussée en périphérie de l'Europe continentale, caractérisée par une grande permanence de l'intolérance institutionnelle. David Landes souligne le rôle singulier de l'Europe dans la globalisation du quinzième siècle, malgré la supériorité technologique de la marine chinoise à cette période. Mais les marins chinois n'étaient pas animés par la même ardeur à fuir sur les mers que les marins européens (LANDES, 2000).

Jusque la fin du quinzième siècle, le Portugal avait bénéficié d'apports de talents et de richesses de groupes persécutés en Espagne, mais le pouvoir civil portugais réagit devant cet afflux de migrants et finit par faire appel à l'Inquisition, ruinant la prospérité du pays. Venise elle-même est soumise à la compétence du Saint-Office en 1550. La course poursuite dissémine groupes et institutions de l'intolérance sur l'ensemble des nouvelles voies maritimes. Des tribunaux du Saint Office sont ainsi créés en Inde, à Goa en 1560, et en Amérique Centrale et Latine. Cette course poursuite tourne à l'avantage du pays refuge dans le cas des Pays Bas, et font d'Amsterdam un grand centre de prospérité au dix-septième siècle.

La science politique a pu distinguer une intolérance centrée sur des motivations religieuses dans le cadre de sociétés anciennes, d'une intolérance de société moderne avec des justifications laïques. En pratique, les aspects archaïques et modernes apparaissent bien souvent mélangés. Nous pouvons détailler sommairement à travers deux figures fondatrices les configurations complémentaires d'une économie de rente de connaissances. La première est celle de la mise en forme des stéréotypes antisémites et anti-musulmans à l'époque des premières croisades par les abbés de Cluny. La seconde est celle du positivisme de Comte qui soutient que « la tolérance ne peut exister ». Vichy résulte de la fusion de ces deux formes d'intolérance. Cette fusion est opérée dans l'ouvrage de Charles Maurras « L'Avenir de l'intelligence ».

### Cluny : les stéréotypes du moine-prêtre

Cluny se constitue comme un important réseau de monastères dans la période tout juste antérieure à l'institution du Saint-Office de l'Inquisition. A l'apogée de Cluny, le traitement de l'hérésie reste encore une procédure accusatoire, s'appuyant sur des lettres de dispute réfutant les opinions hérétiques. Les cadres de l'Inquisition vont appartenir aux Ordres mendiants, tirant leurs ressources de la seule charité, au rebours des multiples sources de revenus dont a pu bénéficier Cluny à son apogée. « Ordonner et exclure » : Dominique Iogna-Prat résume sous cette formule la stratégie de Cluny. La société est divisée en ordres, moines et clercs d'abord, hommes de guerre et peuple ensuite. Les clunisiens, moines-prêtres, représentent par excellence le premier ordre, le plus élevé, et perçoivent outre des dons, des impôts et des revenus de leurs domaines. Cependant dès Cluny, le répertoire des stéréotypes distinguant les groupes cibles de l'intolérance est fixé : femmes et « sodomites », hérétiques, juifs et « Sarrasins », c'est-à-dire musulmans. « La manipulation directe du sacré est barrée à la femme (...). Ceux que l'on rejette sont fondamentalement identifiés à ce dont on se sépare : le corps (...). La ligne de fracture entre la chrétienté et la part du diable se situe autour de la conception et de la pratique du sacrifice. Femmes, juifs et Sarrasins ont en commun de ne pas sacrifier. Cluny, qui sacrifie et échange avec l'au-delà, se donne ainsi le rôle historique de sauver l'humanité » (IOGNA-PRAT, 1998).

Cette économie sacrificielle réserve aux juifs la confiscation de leurs biens. Le juif « ne produit pas » au contraire des paysans qui nourrissent les moines. Dans une lettre en réponse à une

demande d'argent du roi de France, l'abbé de Cluny indique que les juifs sont « bien pire que les lointains Sarrasins », et qu'il faut « leur laisser la vie, mais s'en prendre à leurs biens ». La société ordonnée par les moines-prêtres fait porter l'ensemble des fardeaux selon un schéma de contribution hiérarchisé. Contribuent le plus ceux à qui le statut d'appartenance à l'humanité est dénié, puis viennent le peuple et les hommes de guerre et enfin, y contribuent le moins les moines-prêtres eux-mêmes. L'intolérance trace en ce cas les principes d'une politique de contribution.

Comte : l'anti-hasard positiviste

« La tolérance ne peut exister, l'ordre social demeurera toujours nécessairement incompatible avec la liberté permanente laissée à chacun de remettre chaque jour en discussion les bases mêmes de la société », déclare Comte. Intolérance, donc, mais dans un autre système d'économie de rente que celui de la tradition du moine-prêtre. La loi positiviste des trois états fait succéder à l'âge théologique avec des castes et une politique de contribution, un âge positif où il existe un groupe de patriciens sans qu'il soit évoqué une politique de contribution particulière pour ce groupe. La société de l'époque positive a une « vraie classification sociale » obtenue par une sélection scolaire universelle. L'intolérance positiviste porte spécifiquement sur des opinions politiques et l'usage des mathématiques dans les sciences sociales. Le positivisme de Comte veut limiter l'usage des abstractions, et plus particulièrement l'usage des modélisations probabilistes. La société positiviste idéale dirige les conduites, au contraire de l'idée d'un agent autonome calculant les probabilités des différentes options qui s'offrent à lui. La forme de l'économie de rente d'une politique positiviste est exprimée à travers ce que Comte appelle son projet de « biocratie ». Cette « biocratie » repose sur la supériorité de l'humain et des espèces animales domestiquées sur le reste de la nature. Elle maximise une rente environnementale à travers des exploitations de type minière. Pour Comte, les services sont gratuits, alors que Cluny reposait sur des services payants.

Ces deux configurations de l'intolérance contribuent à créer une dénégation forte du hasard et de la liberté. Dans les deux cas, une Histoire suit un cours nécessaire qui laisse peu de place à l'événement et l'imprévu, et aucune place à l'incertitude. Peu de hasard, peu de libertés : cette situation des économies de rente va être défendu par Charles Maurras qui va réunir l'intolérance « moderne » des positivistes et les stéréotypes médiévaux.

## 2/ Maurras : Positiviste et moine-prêtre

Vichy fournit une autre forme de transition que celles de la figure 2 (« fuite des cerveaux » et « révolution anticléricale ») entre les différentes architectures de systèmes d'éducation : la réaction cléricale (figure 5).

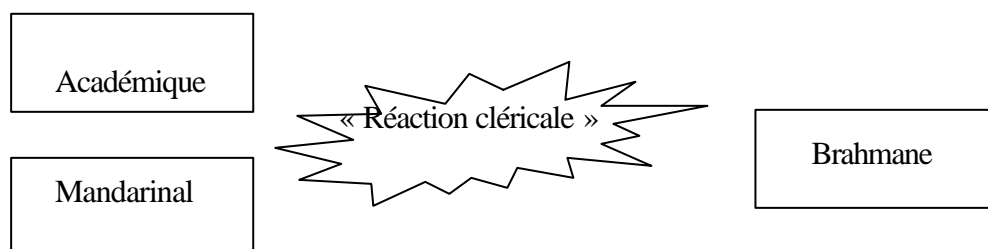


Figure 5 : Le programme de la transition de Vichy

Les religieux catholiques peuvent enseigner à partir du 3 septembre 1940, tandis que sont bannis de la fonction d'enseignant, les femmes, les juifs et les francs-maçons. L'accès à l'éducation publique est interdit aux élèves juifs en Algérie. Le Journal Officiel du 18 octobre 1940 justifie ces discriminations pour combattre « la tendance individualiste jusqu'à l'anarchie » apportée par les

enseignants juifs. Le discours officiel reprend une double dénonciation de l'éducation d'Etat et de l'Université développée par Charles Maurras et l'Action Française. Ce mouvement antisémite avait été condamné par le pape Pie XI en 1926, mais réhabilité par Pie XII en 1939. Maurras dénonce à la fois la « dégénération académique » et « l'Etat-Argent qui administre, dore et décore l'Intelligence » (MAURRAS, 1905). Maurras reprend le programme de Comte, celui de « vaincre l'esprit d'examen » par l'établissement d'une « religion positive ». Il invente un mot nouveau avec Barrès, le vocable d'« intellectuel », le « sophiste » de Comte, celui qui n'est pas dans une économie d'extraction de rentes.

Dans l'histoire du positivisme, Maurras n'apporte pas de l'intolérance : il reprend les thèses de Comte, et le glorifie dans une figure de la sainteté et de la pauvreté qu'il oppose à la vénalité et à la « souplesse » de l'intellectuel (MAURRAS, 1905). D'autre part, l'école française d'anthropologie à partir de Broca avait déjà pu sceller une alliance entre l'expression de l'intolérance positiviste et une violence verbale raciste extrême. Ce n'est donc pas la première formulation d'une intolérance extrême revendiquant la postérité positiviste. Ce qui différencie Maurras de Broca est l'expression d'une intervention de l'Etat. Broca voulait éviter une intervention de l'Etat protégeant les populations aborigènes des exactions des colons, tandis que Maurras souhaite une dictature pour faire abdiquer la « souveraineté fictive » de l'opinion (MAURRAS, 1905). Maurras oppose Religion de l'Humanité, celle de Comte, et intervention Humanitaire, celle qui était dénoncé par Broca. L'intellectuel est un sophiste humanitaire : Maurras accumule les expressions discriminatoires à partir du rejet de la mathématisation du social prononcé par Comte. Maurras hérite de Broca la thématique anti-humanitaire, mais son slogan « Politique d'abord » le démarque radicalement de l'anti-interventionnisme de Broca. Celui-ci, en particulier, était opposé à une politique universelle d'éducation : il y a des races inférieures qui ne peuvent être éduquées, définitivement perdantes dans la guerre des races selon l'anthropologie de Broca.

<i>Vecteur : racisme colonial (Broca), unificateur des intolérances envers l'Humanitaire et le Colonisé</i>	
<b>Extraction de rentes naturelles</b>	<b>Extraction de rentes des minorités</b>
Positivisme	Moine-prêtre
« dépérissement de l'Etat » et disparition des contributions directes	Contribution discriminatoire, emplois réservés pour la caste supérieure, travail forcé des parias
Intolérance contre toute sophistication qui écarte des « réalités », tout esprit critique	Intolérance de ceux en-dehors de la communauté : femmes et homosexuels, autres religions, opposants
Vérité <b>sociologique</b> de la société	Vérité <b>biologique</b> de la société

Figure 6 : La confluence des intolérances dans « *L'Avenir de l'intelligence* » de Maurras

La politique discriminatoire dans l'enseignement de Vichy a été méticuleuse et rapide dans son installation, 60 lois et décrets sont pris entre octobre 1940 et novembre 1941. Cette bureaucratie tatillonne s'intéresse peu à l'enseignement supérieur en lui-même, et en cela se différencie de la politique de mise au pas de l'Université allemande menée dans les premières années du régime nazi. Les „*Richtlinien für das Studium der Wirtschaftswissenschaft*“ n'ont pas eu d'équivalent dans la réglementation de Vichy. Il ne s'agit plus de vouloir rendre « populaire » et conforme au souhait du régime nazi le détail de l'enseignement économique d'universités traversées par les divisions politiques comme l'avait été l'Université allemande de la République de Weimar. L'académicien des sciences qui propose l'introduction de l'enseignement de l'économie dans l'enseignement secondaire technique lors des débats du Cinquantenaire de la « Revue d'économie politique », Emile Borel, fait partie des otages pris par l'occupant en 1941 pour prévenir toute agitation estudiantine au Quartier Latin. Ce n'est plus du tout le registre des „*Richtlinien für das Studium der Wirtschaftswissenschaft*“ de 1935, où il s'agissait de s'attirer les bonnes grâces du personnel dirigeant de l'économie à travers un enseignement flattant les prouesses de l'esprit allemand. Le régime nazi réalise un énorme prélèvement sur l'économie française, avec un maintien de l'ordre qui s'appuie un vaste archipel pénal. Une association entre un archipel pénal et une architecture

Brahmane du système d'éducation est très rapidement remise en place par la « Révolution nationale » de Vichy.

Maurras présente un concentré d'intolérance. Le schéma positiviste d'extraction de rentes est basé sur l'exploitation de la nature, la mise en coupe systématique des richesses naturelles. Comte, tout comme Broca, se situait dans un schéma de « dépérissement de l'Etat » : l'extraction intensive des ressources de la nature permet une absence de contribution directe des citoyens au budget public. Le régime nazi a mis en exploitation directe pour son propre compte les grandes exploitations minières, mais un volet « positiviste » de l'intolérance ne permet pas d'aller au-delà. La discrimination ethnique ajoute une autre forme d'extraction de rentes, celle de minorités qui vont être mises à contribution, ce que n'autorise pas l'intolérance « positiviste ». La période de Vichy est celle de « l'emballlement de l'Etat » : le budget public passe de 164 Milliards de Francs en 1939 à 438 Milliards de Francs en 1943, au contraire du schéma positiviste initial de « dépérissement de l'Etat ».

<i>En Milliards de francs</i>	<b>Budget</b>	<b>Dont « frais d'occupation » versés au régime nazi</b>	<b>Ratio « frais d'occupation » / dépenses publiques</b>
1940	299	80	(année incomplète)
1941	281	144	105,1 %
1942	298	157	111,3 %
1943	438	283	182,6 %
1944	434	195	(année incomplète)
<b>Total</b>	<b>1750</b>	<b>859</b>	<b>130 %</b>

**Figure 6 : Finances publiques à l'époque de Vichy**

Cette combinaison des extractions de rentes se situe du côté des abus de pouvoir en office et non du côté des comportements électoralistes. Maurras se situe en dehors d'une stratégie électorale, du côté de la coalition de groupes d'intérêts disparates en vue d'une « Révolution nationale ». La-dessus, il se situe dans une postérité comtienne, puisque Comte avait été l'initiateur de la célèbre formule sur la « dictature du prolétariat », de la saisie d'une opportunité au moyen d'un coup d'Etat par une coalition de groupes d'intérêts, une « fédération solide et publique des meilleurs éléments de l'Intelligence avec les éléments les plus anciens de la Nation[où] l'Intelligence s'efforcera de respecter et d'appuyer nos vieilles traditions et religieuses, de servir certaines institutions comme le clergé et l'armée, de défendre certaines classes, de renforcer certains intérêts agricoles, industriels, même financiers, ceux-là qui se distinguent des intérêts d'Argent proprement dits en ce qu'ils correspondent à des situations définies, à des fonctions morales » (MAURRAS, 1905). « L'Avenir de l'Intelligence » est celui d'une restauration d'une noblesse de l'esprit, différant par ses sources de revenu des journalistes salariés et des universitaires soldés qui « accaparent la littérature, la philosophie, la science » (MAURRAS, 1905).

Comte et Maurras présente toutefois deux époques différentes de la Réaction : Comte écrivait alors que les professions intellectuelles cléricales avaient été les grandes perdantes de la Révolution Française. En effet, elles étaient au sommet de la hiérarchie sociale sous l'Ancien Régime, et bénéficiaient d'une exonération fiscale entière. Le public lettré de Maurras est un public qui bénéficie d'une très nette amélioration de sa condition : journaliste, enseignant, universitaire, il perçoit des revenus réguliers. Maurras ne peut plus jouer que sur la nostalgie d'un statut mythifié de clerc non salarié, et sur l'incertitude du lendemain. Du déclassement social (Comte) à la revendication d'une amélioration statutaire (Maurras), au rebours de l'amélioration des conditions des travaux de plume, le discours de l'intolérance est allé crescendo.

### *3/ Vichy : une politique d'éducation*

Pétain propose durant l'été 1940 programme « d'éducation nationale » basé sur « une encadrement de la nation par des hommes cultivés » (GUESLIN, 1994). Antoine Prost décline son histoire des politiques d'éducation à partir de la « réforme Carcopino », qui date de 1941. Cette « réforme » est exemplaire, pour Antoine Prost, par son caractère volontaire et technocratique, ainsi que par les effets obtenus, tout-à-fait inattendus vis-à-vis du programme initial (PROST, 1997). La « réforme Carcopino » met en place au début de l'enseignement secondaire un Collège Unique avec enseignement obligatoire du latin. Dans les années 1930, l'enseignement secondaire, devenu gratuit, se divisait en Ecoles Primaires Supérieures et Cours Complémentaires où enseignaient des instituteurs et les Collèges où enseignaient des professeurs du secondaire. La demande sociale privilégie l'Enseignement Primaire Supérieur qui permet un meilleur accès à la vie active. La « réforme Carcopino » supprime cet Enseignement Primaire Supérieur, ne laissant subsister qu'à titre transitoire quelques uns des Cours Complémentaires. La demande sociale va se reporter sur les Cours Complémentaires, tant et si bien que le nombre d'élèves dans ces Cours Complémentaires va dépasser celui des Collèges à la fin des années 1950. Ce fait va enclencher une nouvelle réforme de Collège Unique, selon un cycle répété par la suite (PROST, 1997).

Comment interpréter ce cycle des politiques de l'éducation à la lumière des théories économiques de l'éducation ? Une approche en terme d'investissement de capital humain vient indiquer le bien-fondé du comportement de la demande sociale qui privilégie les formations mieux adaptées au marché du travail que l'ânonnement du latin. Une approche en terme de capacité au sens donné à ce vocable par Amartya Sen, repose sur la responsabilité sociale envers les libertés. L'éducation ouvre des options, s'inscrit dans une dynamique des libertés qui n'est autre que celle du développement économique. Le programme d'éducation de Vichy est à l'opposé : il s'agit de réduire les options, les libertés pratiques en délaissant par exemple les langues vivantes, et de combattre le « libéralisme, la démocratie et la séparation des pouvoirs » selon la Revue de Droit Public.

La focalisation de Vichy sur l'enseignement secondaire participe de « l'emballement de l'Etat », la brutale accélération des dépenses publiques. La « réforme Carcopino » a des conséquences budgétaires importantes, alors que les « frais » reversés au régime nazi sont supérieurs au total du budget. L'enseignement secondaire semble conçu d'abord par Vichy comme un média de masse, qui répand la doctrine du régime. L'hygiène raciale avait été introduite dans les écoles secondaires allemandes ; en France, l'enseignement de la démographie se doit de donner le programme officiel dans l'enseignement du secondaire. L'enseignement de la démographie est introduit dans l'enseignement secondaire de façon obligatoire par une décision du 6 avril 1943. Il s'agit de rechercher un « optimum économique de peuplement » par « l'exploitation intégrale des terres arables ». Le relatif désintérêt de Vichy et de l'occupant nazi de l'enseignement supérieur réside sans doute dans l'absence de caractère de média de masse que pouvait représenter l'Université à cette époque. La politique de l'éducation de Vichy n'est qu'une consommation publique issue du manque d'assise d'un gouvernement technocratique et de l'expansion de sa volonté de maîtrise d'une communication centralisée.

### **Conclusion : France 1945, l'échec de l'affranchissement de l'économie politique du droit public**

Pirou formulait le souhait de l'affranchissement de l'économie politique du droit lors du Cinquantenaire de la « Revue d'économie politique ». Il dressait pour cela le plan d'une Université de Sciences Sociales, diminuant la part relative des enseignements juridiques au profit d'un bouquet

de sciences sociales. Cette Université se créera à New York lors de la Seconde Guerre Mondiale, à partir du précédent des universitaires allemands exilés. Elle deviendra par la suite la Sixième Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes en 1947, et l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en 1975. Le système universitaire reste cependant marqué par l'écart entre ce qu'il produit comme diplômés, le plus grand nombre de diplômés (37%) est dans les Sciences Économiques et Sociales selon la nomenclature internationale CITE, et la faible visibilité sociale de cette dominante – par exemple, dans la classification des 81 universités françaises, les quelques universités françaises qui affichent une spécialisation de Sciences Sociales restent statistiquement rattachées au petit groupe (11) des Universités de Droit.

La Libération en 1944-1945 n'a pas permis une refonte de l'enseignement supérieur. Capitant a soutenu le projet de création d'Universités de Sciences Sociales lors de la Commission de refonte du système éducatif qui siège à Alger d'avril à juillet 1944. Il lui est opposé l'argument a priori que l'Université procure une moindre mobilité sociale que la Grande Ecole sélectionnant sur concours. La décision de créer l'Ecole Nationale d'Administration scelle alors pour la France l'échec durable de l'affranchissement de l'économie politique du droit public.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGHION, P., HOWITT, P., 2000, *Théorie de la Croissance endogène*, Paris : Dunod.
- ASH, M.G., SÖLLNER, A. (éd.), 1994, *Forced Migration and Scientific Change. Emigré German-Speaking scientists and Scholars after 1933*, Cambridge, CUP.
- BANQUE MONDIALE, 1999, *Rapport sur le développement dans le monde 1998-1999 : Le savoir au service du développement*, Paris : Eska.
- BURLEIGH, M., WIPPERMANN, W., 1991, *The Racial State, Germany 1933-1945*, Cambridge : CUP.
- CALLENS, S., 1997a, *Les maîtres de l'erreur*, Paris : PUF.
- CALLENS, S., 1997b, *La Nation comme risque*, Colloque "La tradition économique française 1848-1939", Lyon, 1997, 28 p.
- CALLENS, S., 1999a, *Le Sang et l'Impôt. Prévisions démographiques et systèmes d'imposition dans l'Europe de l'Entre-Deux-Guerres*, "Population Forecasts in the 1920s and 1930s. Methods, Motivations and Policy Implications", Max Planck Institute for Demographic research, Rostock.
- CALLENS, S., 1999b, *Prudence et modèles formels. La Pensée économique face à l'instrumentalisation des moyens de calcul dans les années 1950*, Colloque « Modèles formels et théorie économique : histoire, analyse, épistémologie », Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris.
- CALLENS, S., 2000, L'Algèbre du Progrès, *Mondes en développement*, tome 28, n°111, Bruxelles, 25-33.
- CALLENS, S., 2002, La capacité d'apprendre, *Colloque « Libéralisation, Transferts de connaissances et développement »*, miméo, Tunis, 20 p.
- CARREL, A., 1935, *L'Homme, cet inconnu*, Paris : Plon.
- CARREL, A., 1950, *Réflexions sur la conduite de la vie*, Paris : Plon.
- CHARLE, C., 1994, *La République des Universitaires 1870-1940*, Paris : Seuil.
- CONGRES DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE, *La reprise allemande. Méthodes et résultats*, Paris, 1938.
- D'AUTUMNE, A., MICHEL, P., 1994, Education et Croissance, *Revue d'économie politique*, 104, 457-499.
- DOCQUIER F., RAPOPORT, H., 2000, *Endogenous discrimination, migration prospects, and the protection of ethnic minorities*, miméo, Université de Lille II.
- DRAZEN, A., 2000, *Political Economy in Macroeconomics*, Princeton : Princeton University Press.
- EHRENBERG, A., 1983, *Le Corps militaire. Politique et pédagogie en démocratie*, Paris : Aubier.
- GANDOULY, J., 1997, *Pédagogie et enseignement en Allemagne de 1800 à 1945*, Strasbourg : PUS.
- GIBBONS, M., LIMOGES, C., NOWOTNY, H., SCHWARTZMAN, S., SCOTT, P., TROW, M., 1994, *The New Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, London : Sage.
- GOLDFARB, J. C., 1998, *Civility and Subversion. The Intellectual in Democratic Society*, Cambridge : CUP.
- GOLDIN, C., KATZ, L.F., 1999, "The Shaping of Higher Education : The Formative Years in the United States, 1890 to 1940", *Journal of Economic Perspectives*, vol.13, 1, 37-62.
- GRAVOT, P., 1993, *Economie de l'éducation*, Paris : Economica.
- GUESLIN, A., (éd.), 1994, *Les Facs sous Vichy*, Clermont-Ferrand.
- HANNOUN, H., 1997, *Le Nazisme, fausse éducation, véritable dressage*, Villeneuve d'Ascq : Septentrion.
- HORENSTEIN, G., 1999, « Recherche-Développement et adoption de nouveaux savoirs », *Les Cahiers de l'innovation*, n°99010.

- IOGNA-PRAT, D., 1998, *Ordonner et exclure. Cluny et la société chrétienne face à l'hérésie, au judaïsme et à l'islam. 1000-1150*, Paris : Aubier.
- JOANNIC-SETA, F., 2000, *Le bagne de Brest. Naissance d'une institution carcérale au siècle des Lumières*, Rennes : PUR.
- KROHN, C.-D., 1981, *Wirtschaftstheorien als politische Interessen, Die akademische Nationalökonomie in Deutschland 1918-1933*, Frankfurt-am-Main.
- KROHN, C.-D., 1985, Die Krise der Wirtschaftswissenschaft in Deutschland im Vorfeld des Nationalsozialismus, *Leviathan*, 13, 311-333.
- KROHN, C.-D., 1987, *Wissenschaft im Exil. Deutsche Sozial- und Wirtschaftswissenschaftler in den USA und die New School for Social Research*, New York.
- LANDES, D., 2000, *Richesse et Pauvreté des Nations*, Paris : Albin Michel.
- LECROM, J.-P., 1995, *Syndicats, nous voilà! Vichy et le corporatisme*, Paris : éditions de l'atelier et ouvrières.
- LEVAN-LEMESLE, L., 1980, «La promotion de l'économie politique en France au dix-neuvième siècle jusqu'à son introduction dans les facultés de droit », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, mars, 270-288.
- LIARD, L., 1893, *La Science Positive et la Métaphysique*, Paris.
- MADDISON, 2001, *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, Paris : OCDE.
- MARTIN, J., 1998, *Toiles de Bretagne. La manufacture de Quintin, Uzel et Loudéac 1670-1830*, Rennes : PUR.
- MAURRAS, C., 1905, *L'Avenir de l'Intelligence* (suivi de) *Auguste Comte*, Paris.
- NOGARO, B., 1944, *Cours d'économie politique*, Paris: Domat.
- OCDE, 2000, *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE. Edition 2000*, Paris : Ocde.
- OCDE, 2001, *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE. Edition 2001*, Paris : Ocde.
- PERROUX, F., 1935, *Les Mythes hitlériens*, Paris.
- PERROUX, F., 1936, *Capitalisme et communauté de travail*, Paris.
- PERSSON, T., TABELLINI, G., 2000, *Political Economics. Explaining Economic Policy*, Cambridge (Mass.) : MIT Press.
- PIKETTY, T., 2001, *Les Hauts revenus en France au vingtième siècle*, Paris : Grasset.
- PROST, A., 1997, *Education, Société et Politiques. Une histoire de l'enseignement en France de 1945 à nos jours*, Paris : Seuil.
- RIST, C., et alii, 1937, *L'Enseignement économique en France et à l'étranger*, Cinquantenaire de la Revue d'économie Politique, Paris : Sirey.
- ROUSSO, H., 1990, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, 2<sup>ème</sup> édition, Paris : Seuil.
- SAINT PAUL, G., VERDIER, T., 1993, « Education, Democracy and Growth », *Journal of Development economics*, 42, 2, 399-407.
- SALAME, G., (éd.),1994, *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris : Fayard.
- SEN, A., 1999, "La possibilité du choix social", Conférence de réception du prix Nobel d'économie 1998, *Revue de l'OFCE*, n°70, juillet.
- SEN, A., 2000, *Un Nouveau Modèle économique. Développement, Justice, Liberté*, Paris : Odile Jacob.
- SINGER, C., 1992, *Vichy, l'Université et les Juifs*, Paris : Les Belles Lettres.
- SINGER, C., 1997, *L'Université libérée, L'université épurée 1943-1947*, Paris : Les Belles Lettres.
- SOMBART, W., 1938, *Le Socialisme allemand*, Paris : Payot.
- STANZIANI, A., 1998, *L'économie en Révolution. Le cas russe 1970-1930*, Paris : Albin Michel.
- STERNHELL, Z., SZNAJDER, M., ASHERI, M., 1989, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris : Folio Gallimard.
- TREMBLAY, K., 2000, *Ethnic Conflicts, Migration and Development*, Thèse, Université de Paris I.
- WINOCK, M., 1997, *Le Siècle des intellectuels*, Paris : Seuil.
- YOUNG, A., 1993, « Substitution and Complementarity in Endogenous Innovation », *The Quarterly Journal of Economics*, 775-807.